

NOTES DE LECTURE

La France en guerre, 1954-1962, Expériences métropolitaines de la guerre d'indépendance algérienne. Sylvie THENAULT et Raphaëlle BRANCHE, Paris, éditions Autrement, 2008

Deux historiennes, Raphaëlle Branche et Sylvie Thénault, ont mobilisé un réseau constitué de pas moins de 32 chercheurs pour étudier la guerre d'indépendance et ses diverses représentations dans la France profonde.

Sans ignorer les événements qui ont pour théâtre le territoire lointain de la colonie algérienne et leurs inévitables répercussions sur Paris, les textes présentés ont donné la préférence à l'échelle locale. Ce choix s'est révélé particulièrement judicieux d'autant qu'il s'est appuyé sur l'exploitation de nouvelles sources conservées aux archives départementales et dans les centres d'archives municipaux qui se sont révélées d'une richesse exceptionnelle.

L'ouvrage est composé de cinq parties. Les trois premières apportent un éclairage sur le vécu de l'événement qui marque le début de la guerre d'indépendance de l'Algérie, le 1^{er} novembre 1954. Elles reposent sur une variété de sources qui, interrogées avec pertinence, ont permis d'investir de nouveaux objets de recherche et de nouveaux terrains.

Dans la première, c'est « l'écho lointain de l'Algérie dans une France encore rurale » que les auteurs abordent.

Tel est le cas de *la rumeur* concernant la création de maquis qui envahit les campagnes du Limousin, au moment où le gouvernement français décide de prolonger la durée du service militaire et le rappel de soldats (12 avril 1956). Un tract signé « La volonté du peuple » appelle les jeunes gens à rejoindre les maquis, en juillet 1956. Il émane de la Fédération communiste libertaire (FCL) profondément influencée par la mémoire collective, marquée par l'histoire de la résistance.

La presse et l'iconographie qui l'accompagne souvent montre comment la guerre est présentée aux lecteurs. Le choix des contenus des articles comme celui des photos est fréquemment lié au poids de telle ou telle personnalité politique (Robert Buron pour *L'Indépendant de Château-Gontier* dans la Mayenne ou Max Lejeune pour *Le Courrier Picard*).

Ailleurs, dans la Haute-Marne ce sont « les actions de solidarité envers les soldats » initiées par la classe politique, préfet en tête et les notabilités locales en juin 1956. Elles rencontrent un grand succès qui se

traduit par la collecte de grosses sommes d'argent auprès des associations, des acteurs économiques et de toutes les couches sociales. Le sentiment patriotique a été le levain de cet élan de solidarité, signifie-t-il pour autant une adhésion à la politique du régime ?

De même, « les obsèques de soldats morts en Algérie » mobilisent les pouvoirs publics et donnent lieu à des cérémonies calquées sur le modèle des guerres précédentes. Les discours prononcés lors de ces circonstances « mettent l'accent sur le deuil patriotique, prenant peu de libertés avec les mots et les analyses des responsables politiques nationaux ». Pourtant, certains discours sont plus critiques et rappellent « l'atrocité et la sottise de cette guerre injuste » menée bien loin du département du Loir-et-Cher.

Pour une autre catégorie de populations, soit les Algériens travaillant dans les départements de la Manche, la Mayenne, l'Orne et la Sarthe, les répercussions de la guerre prennent une autre tournure. Les sources consultées montrent que ces régions ont accueilli beaucoup d'Algériens fuyant le FLN, à partir de 1957. Ce reflux concerne probablement les Algériens affiliés au MNA. L'affrontement FLN-MNA contribue à entretenir un climat de défiance, obligeant les uns comme les autres à vivre repliés sur eux-mêmes. Sur le front du travail, beaucoup de patrons rechignent aussi à leur recrutement. Et, « après les attentats d'août 1958, une certaine psychose s'installe dans ces départements ». Tous ces signes alimentent la tension que la longueur de la guerre ne cesse d'amplifier. C'est dans ce contexte que paradoxalement l'identité algérienne s'impose à des travailleurs qui « déclarent, selon les RG, vouloir rester en France au lendemain de l'indépendance ».

Dans l'Eure, l'existence des Algériens est bouleversée par l'opposition FLN-MNA. Faute d'aboutir à un accord, les deux parties se livrent une lutte sans merci. Les différents rapports de police permettent de mieux connaître l'importance de l'organisation des groupes agissant à Evreux, Vernon, La Musse et les modalités de leur action (distribution de tracts, collecte de fonds ...).

La seconde partie de l'ouvrage s'interroge sur les différentes formes de l'engagement de milieux aussi divers que les universitaires de Caen fortement sensibles à la présence de Pierre Vidal-Naquet et aux positions qu'il prendra par rapport à « l'affaire Maurice Audin » (début 1958), de l'Union des grandes écoles, de l'Ecole normale de Chartres « la plus rouge de France », des animateurs du militantisme social, d'inspiration catholique comme dans l'Isère, ou proches du PCF comme à Dunkerque, Calais.

Cependant il serait erroné de croire à l'union de tous sur la question algérienne. Des nuances voire des dissonances existent ici et là et se manifestent à l'occasion.

Cette remarque est aussi valable pour les organisations plus structurées, telles les partis, les comités. Les rapports du PCF avec les Algériens s'amenuisent à l'épreuve du vote des « Pouvoirs spéciaux » et de l'évolution de la guerre comme le révèle l'analyse du journal *L'Algérien en France* (1950-1960).

Quant au mouvement de la Paix dans la Sarthe, la bonne volonté de ses principaux animateurs ne suffit pas à rallier par exemple le Syndicat National des Instituteurs (SNI) qui préfère « se tenir à l'écart de tous les rassemblements et actions menées contre la guerre d'Algérie ».

Ces réserves se sont traduites autrement : dans les Ardennes, la guerre d'Algérie divise les socialistes : les uns s'alignent sur De Gaulle, les autres créent La Nouvelle Gauche. De même pour un jeune étudiant « français de souche nord-africaine » (FSNA), accomplir le service militaire de 28 mois est une drôle d'expérience : « on ne demande pas à des gens de lutter contre leurs frères » dit-il.

A l'opposé des mouvements de gauche, diverses tendances d'extrême droite se sont développées à la faveur de la guerre d'Algérie. Profitant de ce terreau, l'OAS a moins réussi à s'implanter dans l'Orne que dans l'Hérault où elle s'est manifestée par des actions violentes.

La quatrième partie est consacrée à l'étude « du dispositif légal de la répression » mis en place en France pour mieux « contrôler, enfermer et éloigner » les travailleurs « nord-africains ». Ainsi, la guerre va servir de prétexte à la création du fichier Z (août 1957) qui concerne la surveillance des nationalistes. La conservation de ce fichier qui a survécu à la fin de la guerre est très inégale d'un département à l'autre. Ce qui n'est pas nouveau pour tous ceux qui ont travaillé sur ce type de dossier politique.

Ces modalités de la répression policière sont renforcées par la répression judiciaire au fondement de laquelle se trouvent le tribunal permanent des forces armées (TPF à Rennes) et les prisons (Rennes et Saint Malo) comme dans l'exemple de l'Ille-et-Vilaine. L'approche a été rendue possible grâce à quatre sources d'archives : celles du cabinet du préfet, du procureur de la République, de l'administration pénitentiaire et des tribunaux militaires.

Le camp d'assignation à résidence surveillée est l'autre lieu de l'internement des nationalistes algériens, relayés par les activistes de l'OAS et la « réception » des harkis, au lendemain de l'indépendance de l'Algérie.

Dans la dernière partie, l'ouvrage retrace comment les pouvoirs publics vont inscrire parmi d'autres priorités, une politique de logement destiné d'abord aux Algériens, à travers la multiplication des centres d'hébergement qui facilitent leur contrôle, à tout moment. Tandis que la fin de la guerre oblige ces mêmes pouvoirs publics à prendre en charge l'arrivée des Français d'Algérie et des Harkis. Il n'est pas inutile de rappeler l'inégalité de traitement des uns et des autres qu'il est aisé de repérer dans les désignations héritées de l'Algérie coloniale. Autrement dit, les conditions de l'intégration ne seront pas les mêmes pour les « Pieds Noirs » et les Harkis.

Les résultats premiers de cet ouvrage augurent d'un renouvellement fécond de la recherche historique, de sa complexification et de ses représentations mémorielles.

Il est important de souligner la signification de l'expérience de ces acteurs qui ont vécu et réagi, à leur manière, le contexte de la guerre. L'échelle de l'observation rivée au local, au delà de sa singularité, a livré d'autres réalités sociales, fragmentées certes mais porteuses de sens pour une réflexion sur les dynamiques nées de la guerre qui ne saurait être réduite, par ailleurs, au seul bruit des armes et à quelques autres stéréotypes.

De ce point de vue, l'ouvrage dirigé par Raphaëlle Branche et Sylvie Thénault a réussi dans son pari à orienter les recherches hors de la capitale française et à ouvrir des pistes nouvelles à des travaux futurs.

Ouanassa SIARI-TENGOUR